Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français **1er mai 2019**

« MEME QUAND ON N'EN ATTEND RIEN, ON EST DECU QUAND MEME ! »

Cette exclamation d'Ian Brossat, sur Sud-Radio résume bien le sentiment général après la conférence de presse d'Emmanuel Macron: pas d'augmentation du SMIC et des salaires, pas de rétablissement de l'ISF, le référendum d'initiative citoyenne cantonné aux problèmes locaux, refus de la reconnaissance du vote blanc. Si un geste a été fait pour les retraites inférieures à 2000 €, qui vont être ré-indexées sur l'inflation (en 2020…), le basculement de notre système de retraite vers un système à points est confirmé : pour toucher la même pension, il faudra accumuler plus de points et donc travailler plus longtemps. Et si l'ENA est supprimée (et remplacée par quoi ?), tout le monde a noté que sa directrice, Nathalie Loiseau, a été promue tête de liste pour les élections européennes. C'est sans doute ce qui s'appelle du recyclage dans le monde de Macron… Enfin, une « convention » de 250 citoyens tirés au sort sera chargée de « réfléchir » à la transition écologique. Comme si ces dernières années, des centaines d'associations et des milliers de chercheurs scientifiques n'avaient pas déjà mené ce travail de réflexion et de proposition de solutions concrètes. Au moment où la fonte des glaces du Groënland se produit 6 fois plus vite que prévu, on se dit qu'Emmanuel Macron vit vraiment sur une autre planète

Le seul recul de taille aura concerné le projet macronien de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Mais de là à créer des emplois… rien que pour atteindre la promesse de Macron de limiter les effectifs des classes à 24 élèves, il faudrait embaucher 10 000 enseignants supplémentaires. Ce qui supposerait de désobéir au plafond de fer européen qui interdit à un Etat d'avoir un déficit supérieur à 3 % de sa richesse nationale. Cette désobéissance aux traités de l'Europe des lobbys et de l'argent est la voie choisie par le PCF et son candidat aux élections européennes Ian Brossat : plutôt que de sortir de l'Europe, comme le fait la Grande-Bretagne avec des conséquences désastreuses, Ian Brossat met sur la table l'idée d'une clause européenne de non-régression sociale qui permettrait à un pays européen de ne pas appliquer une directive de Bruxelles, si celle-ci entraîne un recul social. Désobéir aux traités ultralibéraux de l'Europe est d'ailleurs ce que font déjà aujourd'hui des pays comme le Portugal dont le gouvernement de gauche, soutenu par les communistes, a réussi un spectaculaire redressement qui prend à contre-pied la commission de Bruxelles.

Le 26 mai, l'élection européenne est la seule qui ait lieu à la proportionnelle : chaque voix permettra à chacun.e de voter pour ses idées . Le candidat communiste, Ian Brossat rappelle lors de chacun de ses meetings que : *« Le vote au Parlement européen qui a conduit à la réforme de la SNCF en France a été adopté à 24 voix près. Si le rapport de force nous avait été plus favorable… »* Le 26 mai, 1 seul tour, 1 seul jour, on met un carton rouge à Macron et à son Europe de l'argent !

AU SOMMAIRE :

Page 2 : 1er mai à Fécamp - une nouvelle journée de travail gratuit ?

Page 3 : le film « J'veux du soleil au Tréport » - la loi anticasseurs retoquée - Marine Le Pen convoquée par les juges - invectives à répétition entre écologistes, socialistes et insoumis - le gouvernement s'en prend aux journalistes

Page 4 - 6 : interview de Ian Brossat

Page 6 : nouvelle crise au sein de La France Insoumise - Nathalie Loiseau rattrapée par son passé

Page 7 : les grands chefs de la cuisine française dénoncent la mainmise du groupe Bayer-Monsanto sur nos assiettes

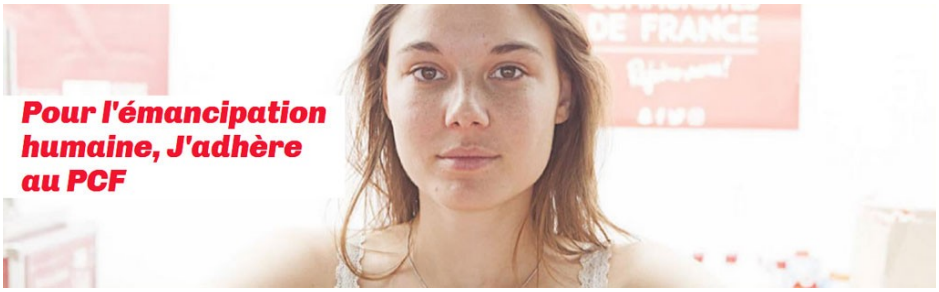
L'AGENDA :

la cgt UL FECAMP

POT DE L'AMITIE
LE 1er MAI 2019 A 10H30
A L'ESPACE DUNANT

UNE NOUVELLE JOURNEE DE TRAVAIL GRATUIT ?

« Ce sont vraiment des génies, cela fait 6 mois que les Français manifestent pour demander que le travail paie et la réponse du gouvernement c'est une journée de travail gratuit », s'est indigné mardi 23 avril sur Franceinfo Ian Brossat, la tête de liste du Parti communiste français aux élections européennes. Il réagissait à la proposition de la députée LREM, Aurore Bergé, d'instaurer une journée de solidarité supplémentaire pour financer la dépendance des personnes âgées. Ian Brossat propose, à la place, « une journée du patrimoine des plus riches, plutôt qu'une deuxième journée de solidarité pour les salariés ». Après la conférence de presse d'Emmanuel Macron concernant la crise des « gilets jaunes », Ian Brossat dénonce des réponses, jusqu'à présent, *« très en dessous des attentes des Français. Jamais on ne met à contribution les gros portefeuilles, jamais on ne met à contribution les ultra-riches. Pourquoi le gouvernement refuse-t'il de rétablir l'impôt sur la fortune, alors que c'est réclamé par les Français et que tout le monde voit bien que la suppression de l'ISF a été un cadeau honteux au regard des injustices sociales qu'il y a dans notre pays ? »*, s'interroge Ian Brossat.



rougegorge@pcf-fecamp.fr

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Le site web de la section de Fécamp du PCF

Les LBD désormais reconnus comme armes de guerre par la règlementation internationale

J'VEUX DU SOLEIL AU TREPORT

Les 2 députés ont poussé la chanson avec le public

Vendredi en fin d'après-midi, avant la projection du film de François Ruffin et Gilles Perret « *J'veux du soleil* » consacré aux gilets jaunes des ronds-points de France, un barbecue festif devant la gare du Tréport a accueilli plus de 200 personnes. Des Gilets jaunes, rouges de la CGT et beaucoup d'anonymes sont venus voir et écouter le député (FI) de la Somme aux côtés de Sébastien Jumel, député (PCF) de Seine-Maritime, et son suppléant Laurent Jacques, maire communiste du Tréport. Ce dernier a rappelé le lieu symbolique de ce rassemblement, « *un an après la réunion de toute la gauche devant cette gare pour la défense des petites lignes SNCF. Le dossier avance, mais très lentement, et il nous faut rester vigilants* ».

Au lendemain de l'intervention d'Emmanuel Macron à la télévision, Sébastien Jumel a fustigé « *les miettes concédées aux retraités. Il a changé le ton et la méthode, mais maintient le cap. Il fait payer les pauvres parce qu'ils sont plus nombreux, épargne les riches car ce sont ses copains. Nous sommes ici l'expression des territoires abandonnés. Les trésoreries municipales fermées, les guichets de gare fermées numérisées, les bureaux de poste amputés, les mairies vidées… Le président dit qu'on ne ferme pas d'école, mais il ferme des classes et menace les hôpitaux de proximité*. »

François Ruffin s'est félicité de l'accueil qui lui a été réservé au Tréport. Les militants avaient installé sono, barnum et barbecue. Le tout dans une ambiance festive grâce au concours des musiciens des Cœurs de l'Art Mai Rouge, venus de Caen, qui ont parodié des chansons populaires peu flatteuses pour le gouvernement et reprises en chœur par l'assistance, conquise. François Ruffin n'a pas abordé son film avant la projection de *J'veux du soleil*, sur le thème sur des Gilets jaunes qu'il a suivis sur les ronds points. Il a préféré faire une critique détaillée du discours du président, insistant sur la nécessité de poursuivre le mouvement : « *Les quelques concessions faites n'auraient jamais été obtenues sans la mobilisation des Gilets jaunes. Il faut retrouver le monde du 17 novembre, et là, ils ne pourront plus réprimer. Il ne faut pas les laisser reprendre la main. Il faut des rassemblements festifs avec de la musique et des gens.* » C'est justement cette ambiance bon enfant qui a été réservée aux 2 députés.

LIBERTÉS
LA LOI ANTI-CASSEURS RETOQUÉE

Dans sa folle fuite en avant sécuritaire, ce gouvernement avait bien omis un « détail » : le respect de la Constitution. Saisi par 81 députés de gauche et du centre, mais également par un Emmanuel Macron sous le feu des critiques, le Conseil constitutionnel a censuré l'article 3 de la loi dite anti-casseurs.

C'était le principal article de la loi, le plus contesté et le plus dangereux aussi, puisqu'il prévoyait que l'autorité administrative, c'est-à-dire l'État via les préfets, puisse prononcer une interdiction de manifester sur tout le territoire pendant un mois au simple motif d'une « menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Un terme beaucoup trop flou et attentatoire aux libertés fondamentales, à commencer par le « droit d'expression collective ».

Sur ce texte issu, faut-il le rappeler, de la droite sénatoriale, 50 députés de la majorité s'étaient même abstenus, une première pour LaREM. Les autres articles ont été validés, notamment ceux autorisant la police judiciaire à des fouilles

L'interdiction de manifester contrevient au « droit d'expression », signalent les sages.

et offrant la possibilité pour un juge de prononcer une interdiction de manifester à une personne sous contrôle judiciaire.

Au final, il s'agit d'un camouflet personnel pour l'exécutif, notamment pour Christophe Castaner, bien incapable de répondre sur le fond aux inquiétudes des parlementaire – si tant est qu'il ait compris sa propre loi… Mais cette censure confirme une chose : ce gouvernement est bien un danger démocratique.

GILETS JAUNES. LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX JOURNALISTES

Journaliste et fondateur de Taranis News, Gaspard Glanz a été arrêté samedi 20 avril lors de l'acte XXIII des gilets jaunes. À l'issue de sa garde à vue, deux jours plus tard, il a été déferré et sera convoqué pour être jugé pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences » et « outrages ». Gaspard Glanz filme les manifestations depuis le début du mouvement. Syndicats de journalistes et personnalités ont dénoncé son arrestation comme une répression du travail de la presse elle-même, alors qu'un de ses confrères avait lui aussi été arrêté le même jour.

22 rédactions se sont solidarisées avec Gaspard Glanz

BREVES DE CAMPAGNE

- Marine Le Pen était convoquée ce 17 avril devant les juges du Tribunal de Paris pour être écoutée sur les soupçons d'emplois fictifs d'assistants d'eurodéputés qui pèsent contre son parti, le Rassemblement National. Elle a déjà été mise en examen en 2018 pour **"détournement de fonds publics"** . Mme Le Pen avait refusé à 2 reprises, de donner des explications aux magistrats qui l'ont interrogée en juin 2017 et en octobre 2018.

- Enième échange de mots doux entre Mélenchon et Jadot, le candidat écologiste : le leader de La France Insoumise avait ouvert les hostilités en accusant Yannick Jadot d'être pour une « *écologie de marché* ». Le second a répliqué : « *Je n'ai pas le souvenir que l'économie façon Maduro ait jamais servi l'environnement ou les hommes*». De son côté, le candidat du PS s'est payé également Jean-Luc Mélenchon, l'accusant d'être un « *Thatcher de gauche* ». Ce qui lui a valu les foudres d'Alexis Corbière, bras droit de Jean-Luc Mélenchon, qui l'a accusé à son tour d'avoir soutenu Nicolas Sarkozy. Dites, les mecs, çà va durer encore longtemps vos conneries ?

- Pourquoi ne mettez-vous pas plutôt en pratique les sages paroles de Ian Brossat :« *il va falloir que la gauche retrouve le chemin de l'avenir. Evitons d'insulter l'avenir. Personne ne peut jouer les gros bras à gauche. Le débat, oui, l'invective, non* »

INTERVIEW DE IAN BROSSAT

Le site Internet « Le Vent Se Lève » vient de publier une longue mais passionnante interview politique de Ian Brossat, à 1 mois de l'élection européenne. Extraits

Le Vent Se Lève – Dans le cadre des élections européennes, il y a toute une série de candidats classés à gauche : Jadot, Hamon, Aubry ou encore Glucksmann. Quelle est la particularité de votre candidature par rapport à ces différents candidats ?

IB – A toutes celles et ceux qui ont voté contre le Traité de Maastricht, le PCF offre une cohérence : celle du seul parti à ces élections européennes qui a voté contre l'Acte Unique en 1986, contre le Traité constitutionnel européen. Pour nous c'est une position constante, non pas par refus de l'Europe mais parce que nous avons perçu très tôt l'ADN libéral de cette Union européenne. Ainsi sur cette question européenne, nous n'avons jamais menti, jamais fait croire que l'on pourrait construire une Europe sociale avec des traités européens qui disent tout l'inverse, de manière explicite.

Autre particularité : nous avons fait le choix de présenter une liste à l'image de la société française : 50 % d'ouvriers et d'employés, avec une représentation très forte du monde du travail tel qu'il est aujourd'hui. Nous avons en deuxième position de notre liste une ouvrière textile, Marie-Hélène Bourlard, qui, si elle est élue, sera la 1ère femme ouvrière française à siéger au Parlement européen depuis 30 ans. La précédente était déjà une communiste, Jackie Hoffmann ; notre liste comprend également des ouvriers en lutte comme Franck Saillot, de la papeterie Arjowiggins, ou Nacim Bardi d'Ascoval ; et puis aussi des secteurs ubérisés que l'on voit peu dans le monde politique comme Arthur Hay, qui est livreur à vélo et qui a créé le premier syndicat des livreurs ; ou encore un salarié d'Amazon Khaled Bouchajra. Nous avons eu la volonté de représenter le monde du travail sur notre liste pour une raison simple : depuis trop longtemps maintenant, l'UE est la propriété des banques eat de la grande bourgeoisie. Il nous semble important d'envoyer au Parlement des combattants et des hommes et femmes qui sont très différents des personnes qui ont l'habitude de siéger au Parlement européen.

LVSL – Sur des aspects plus programmatiques, nous avons noté lors de votre prestation très remarquée au débat sur France 2 que vous aviez déclaré que la pratique libérale de l'Union européenne n'était pas compatible avec les traditions et les valeurs françaises. Selon vous, il ne faut pas que l'UE entraîne les peuples sur une voie qu'ils n'ont pas choisie en matières économique et sociale. Est-ce que le droit européen doit être à géométrie variable sur les questions économiques ?

IB – La France, au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, a élaboré un modèle économique différent avec un secteur public puissant adossé à des entreprises puissantes qui disposaient d'un monopole dans certains secteurs. Dans le domaine de l'énergie, dans le domaine du transport ferroviaire et dans le domaine des télécoms, par exemple. Parce que, à l'époque, le gouvernement, sous l'impulsion du Conseil National de la Résistance, avait considéré que ces secteurs n'avaient pas vocation à être livrés aux marchands, parce que ce sont des réponses à des besoins fondamentaux. À partir de là, on a considéré qu'il appartenait aux pouvoirs publics de prendre en charge ces secteurs. Ce système donnait satisfaction : il permettait un – relatif – égal accès à ces droits fondamentaux ; il permettait un maillage territorial. Et là-dessus est intervenue l'Union européenne. De manière dogmatique, l'UE nous a contraints à mettre en concurrence ces services publics. . Elle va au bout de cette démarche puisque d'autres secteurs qui avaient jusque-là échappé à cette mise en concurrence risquent d'y être confronté, notamment les barrages hydrauliques.

Cela pose une question : est-ce que nous acceptons que l'UE nous fasse entrer de force dans un moule libéral ? Je me dis que c'est insupportable. Tout pays dans ce cas-là devrait faire valoir une *clause spéciale de non régression*. C'est-à-dire que nous devrions pouvoir dire à la Commission européenne : « vous nous pourrissez la vie avec vos directives, nous avons un système qui fonctionne bien et donc laissez-nous développer notre propre modèle économique ». En somme, l'UE doit accepter l'idée qu'en son sein puissent cohabiter des modèles économiques différents.

LVSL – À propos de la possibilité de développer un modèle différent au sein de l'Union Européenne, outre les services publics, quels domaines pourraient être concernés ? En termes de directives, nous pensons par exemple aux travailleurs détachés ou à la question du protectionnisme ; les GAFA, les investissements chinois ou américains… quel est le modèle que vous proposez ? À quelle échelle envisager le protectionnisme ?

IB – Le PCF s'est longtemps battu autour du slogan *Produisons français*. J'assume parfaitement ce slogan. Et je veux que la France reste une terre de production agricole comme de production industrielle. Or force est de constater que le fonctionnement de l'UE conduit au fait que la France risque d'être, demain, un pays sans usines. Et nous voyons bien à quel point les règles qui s'appliquent à l'échelle de l'Union,

par exemple la règle de la concurrence libre et non faussée, conduisent à une désindustrialisation de notre pays en l'absence d'harmonisation sociale. Je suis donc favorable à ce qu'au moins dans les marchés publics, nous puissions instituer une *clause de distance*. Il devrait être possible de choisir de privilégier les entreprises qui produisent en France. Typiquement, j'ai rencontré en début de semaine les salariés de Saint-Gobin, en Meurthe-et-Moselle, cette entreprise ne fonctionne que par la commande publique (ils fabriquent des canalisations d'eau), et aujourd'hui dans les marchés publics ils sont mis en concurrence avec des entreprises qui produisent en Inde ou en Europe de l'Est. Or, pour le moment nous n'avons pas la possibilité d'instituer des *clauses de distance*. Idem dans les cantines scolaires où on ne peut pas privilégier des produits alimentaires issus d'exploitations à proximité du lieu où ils vont être mangés, ce qui est absurde. Ce serait, à mon sens, juste et légitime de rompre avec ces règles de libre-concurrence non-faussée.

LVSL – Est-ce que votre clause de distance s'appliquerait au niveau intra-européen ou au-delà ?

IB – En intra-européen. Parce que j'ai bien vu la gigantesque arnaque de la proposition de Macron, dans sa lettre aux citoyens d'Europe. Il dit qu'il faut une préférence européenne dans les marchés. Mais ça ne règle rien puisque, aujourd'hui, notre industrie se délocalise en Pologne ou en Roumanie. Vous pouvez instituer une préférence communautaire, mais ça ne change rien. Quand je vois que les rames de métros et de RER qu'on vient de lancer dans le cadre d'un marché public confié à Alsthom, vont en réalité être fabriquées en Pologne et en Tchéquie, c'est du délire. L'argent du contribuable devrait permettre de développer ceci en France. D'un point de vue environnemental, quel est le sens de promener des rames de métro de Pologne en France, et inversement ?

LVSL – Une de vos propositions consiste à réorienter l'investissement monétaire de la Banque Centrale Européenne des banques vers le financement public et l'écologie. Le fait est que la BCE est indépendante, et que le Parlement n'a aucun poids sur elle. Comment reprendre la main sur ce type d'institution ?

IB – C'est une honte. Notre argent échappe totalement au contrôle démocratique des citoyens d'Europe et même des parlementaires. Que peut faire le Parlement ? Seuls, les parlementaires ne peuvent pas reprendre le contrôle sur la BCE. C'est un combat politique à mener. Ce doit être une revendication populaire. Cela doit devenir une question politique et que les députés européens de notre groupe ne soient pas les seuls à en parler au Parlement. On parle de 3000 milliards d'euros qui ont été prêtés aux banques privées au cours des 10 dernières années, sans aucune condition. On est dans un système fou avec une BCE qui continue avec les mêmes recettes qu'avant la crise économique de 2008. Il faut faire en sorte que cette question-là soit connue par d'autres. Mais on a quand même quelques expériences de batailles portées par nos députés européens, au départ minoritaires, et qui ont finies par devenir des batailles dont se sont emparés d'autres gens – l'évasion fiscale par exemple. C'était une question au départ assez limitée au cénacle des experts. Cette question, portée par des députés et sénateurs communistes français comme Éric et Alain Bocquet, et portée par des députés européens, est aujourd'hui une bataille dont on parle sur les ronds-points et dans les manifestations. Tout le monde en parle. Cela a conduit la Commission Européenne, qui n'était pas toujours combative sur le sujet, à faire en sorte qu'Apple rende de l'argent aux Irlandais.

LVSL – Revenons à la campagne électorale. De votre côté, vous êtes un urbain et un lettré qui a fait l'Ecole Normale Supérieure, et vous êtes adjoint à la Mairie de Paris. Tandis que Marie-Hélène Bourlard, numéro 2 de votre liste, est une ouvrière du Nord. Comment comptez-vous parler à ces deux électorats très différents ?

IB – Tout simplement, parce que les couches moyennes sont elles aussi les victimes des politiques libérales. Ce qu'on appelle les couches moyennes urbaines ce sont les enseignants, les agents de la fonction publique, les intermittents du spectacle. Et donc à mon sens la grande question qui se pose à nous, à gauche, une question stratégique qui n'est pas nouvelle, est l'alliance entre ces couches moyennes et les catégories populaires. Moi je ne pense pas que nous ayons quoi que ce soit à gagner à construire un mur entre les catégories populaires et les couches moyennes urbaines. Je ne partage pas l'analyse selon laquelle ces deux électorats seraient incompatibles. Parce que nous sommes confrontés aux mêmes politiques libérales. Nous devons au contraire tout faire pour construire une alliance !

LVSL – En parlant des tensions éventuelles entre ces deux catégories, on a vécu des mois exceptionnels avec le mouvement des gilets jaunes, qui a remodelé le champ politique. Parmi les revendications, il y a un rejet du clivage gauche-droite. À l'inverse, vous êtes très attachés à votre identité de gauche. Ne craignez-vous pas justement que cela ne vous empêche de vous adresser à cette France qui ne supporte plus la politique institutionnelle ?

IB – Le terme de gauche a été évidemment galvaudé et sali au cours des dernières années parce que certains ont appliqué une politique qui n'avait rien de gauche, tout en se présentant comme tels, notamment au cours du quinquennat Hollande. Dans ce contexte, deux stratégies sont possibles : soit on décide de renoncer à ce terme, considérant qu'il est mort à jamais ; soit on considère qu'il est de notre devoir de lui redonner vie. Cela ne veut pas dire que je pointe du doigt ceux qui ont une autre stratégie, mais celle du PCF est qu'il faut redonner du sens à la gauche. Ceci n'est possible qu'à la condition de renouer avec les catégories populaires. Ma ligne est que nous sommes populaires, pas populistes. Il nous faut nous adresser aux ouvriers, aux employés, à ceux qui souffrent de ces politiques libérales appliquées à l'échelle de l'UE et de la France depuis 30 ans. Cela passe forcément par une représentation de ces catégories, y compris dans les institutions. Le PCF a ceci de particulier qu'il a été le premier dans l'histoire de France à permettre à des ouvriers d'entrer à l'Assemblée nationale, au Sénat, de devenir ministre. Nous cherchons à renouer avec cette tradition. Notre liste a été conçue comme cela. J'ai fait des centaines de déplacements et à chaque fois que je suis au contact des militants de notre parti, je me dis que le PCF mérite mieux que l'image que beaucoup de

gens en ont. C'est un parti d'une richesse incroyable composé d'hommes et de femmes désintéressés, généreux, qui se battent pour leurs idées, qui ne cherchent pas à faire carrière. Dans un monde politique où chacun pense d'abord à lui, j'ai une admiration sans bornes pour ces militantes et militants. Ce que nous souhaitons effectivement, c'est que cette force militante là puisse se voir à l'échelle nationale.

LVSL – Au Parlement européen, pour l'instant, il y a un groupe qui s'appelle GUE-NGL dans lequel siège le PCF, aux côtés notamment d'autres partis européens comme SYRIZA ou la France Insoumise. Est-il possible et souhaitable de continuer dans un groupe commun avec ces deux formations politiques ?

IB – Si elles le souhaitent, oui ! Ce groupe est un groupe qui compte 52 membres, et qui a été long à construire. C'est le résultat d'un travail acharné de Francis Wurtz [ndlr, ancien député européen PCF de 1979 à 2009, président de la GUE-NGL]. Ce n'est pas facile de rassembler des formations de la gauche radicale qui ont des cultures, des identités et des positions diverses. Malgré tout, ce groupe a mené des batailles cohérentes comme sur le dumping social. Certaines batailles ont été couronnées de succès, comme par exemple sur la question des travailleurs de la honte. Donc ce groupe doit continuer à exister. Je préfère faire de la politique par addition plutôt que par soustraction. Malgré notre grande diversité, je pense qu'il est souhaitable que ce groupe continue d'exister.

FRANCE INSOUMISE NOUVELLE CRISE A UN MOIS DES ELECTIONS EUROPEENNES

Une crise chasse l'autre au sein de La France Insoumise. Le journal « Le Point » vient d'annoncer ce 29 avril que Charlotte Girard, la co-rédactrice du programme de La France Insoumise se met en retrait de son mouvement. Selon l'hebdomadaire « Le Point », la veuve de François Delapierre, le « fils spirituel » de Mélenchon décédé en 2015, *« était agacée d'être la caution d'un programme qui change au gré des humeurs de Jean-Luc Mélenchon »*. Pressentie pour être tête de liste aux élections européennes, la professeure de droit à l'université, très populaire parmi les militants de la France Insoumise, avait renoncé à son poste en dénonçant les « conditions d'organisation dans lesquelles son mouvement évolue ». Elle avait également mis en cause Sophia Chikirou, proche de Mélenchon et réputée intouchable. Cette nouvelle défection intervient après celle du politologue Thomas Guénolé, directeur de l'école de LFI, qui, dans un communiqué de presse, avait dénoncé les « méthodes staliniennes » de Jean-Luc Mélenchon. Son exclusion de la liste des candidats aux élections européennes faisait suite à celle de Djordje Kuzmanovic, conseiller aux relations internationales et de François Cocq, porte-parole du mouvement, ainsi qu'aux démissions de l'économiste Liêm-Hoang-Ngoc et d'Aude Lancelin, la directrice du Media, la webTV lancée par LFI, qui avait pour sa part dénoncé un « putsch interne » de la part de Sophia Chikirou

NATHALIE LOISEAU AURAIT-ELLE UNE CERVELLE DE MOINEAU ? *

Nathalie Loiseau, l'ancienne directrice de l'ENA qu'Emmanuel Macron a choisie pour les élections européennes, vient d'être rattrapée par son passé : Mediapart vient en effet de révéler que lorsqu'elle était étudiante à Science Po, Nathalie Loiseau s'était présentée aux élections universitaires sur une liste d'un groupe d'extrême-droite qui, depuis, a été dissous en raison de son ultra-violence. Nathalie Loiseau figurait en 6ème place sur cette liste, en compagnie de Christophe Bay, devenu entretemps conseiller de Marine Le Pen. Les « explications » laborieuses de Nathalie Loiseau valent leur pesant de cacahuètes : elle a commencé par dire qu'il s'agissait d'un *« faux document »*. Puis, devant les preuves accablantes présentées par Mediapart, elle a expliqué qu'elle se serait inscrite à ce groupuscule extrémiste puis se serait *« désintéressée de cette liste »*, jurant la main sur le cœur qu'elle ne s'était pas rendue compte qu'il s'agissait d'une liste d'extrême-droite, ce qui est quand même assez surprenant pour une étudiante en 4ème année à Sciences Po, candidate à l'ENA ! Pour finir en beauté, Nathalie Loiseau a asséné aux journalistes *« n'avoir aucun souvenir d'un tel engagement »*. Ian Brossat, le candidat communiste aux élections européennes, s'est fait un plaisir de l'épingler, en déclarant que « Nathalie Loiseau, c'est un peu la Richard Virenque de la politique : elle était candidate à son insu de son plein gré sur une liste d'extrême droite ? ». Nathalie Loiseau, qui s'autoproclame comme le rempart contre Marine le Pen, fait de plus en plus figure de rempart en carton. Il y a certainement des candidats à cette élection européenne bien plus crédibles qu'elle pour jouer ce rôle

** 1000 excuses pour ce calembour à 2 balles...*

LES GRANDS CHEFS DE LA CUISINE FRANCAISE CONTRE L'INVASION DU GROUPE AGROCHIMIQUE BAYER-MONSANTO DANS NOS ASSIETTES

Le rachat du groupe américain Monsanto par l'allemand Bayer, en septembre 2016, ne peut pas laisser les professionnels de la restauration indifférents. Avec cette acquisition, ce nouveau mastodonte des semences et des pesticides a une ambition : contrôler toute la chaine alimentaire, de la terre où pousse la semence jusqu'à l'assiette du consommateur. Une telle entreprise n'a qu'une ambition : accroitre ses activités, donc ses bénéfices, sur tous les continents, au mépris de la biodiversité et de la santé des populations. Si l'Union européenne s'est montrée inquiète suite à ce rapprochement, les citoyens ne peuvent se contenter de regarder la chimie remplir leurs assiettes.

Ardents défenseurs du bien manger, engagés quotidiennement dans la valorisation du bon produit et des petits producteurs, les professionnels de la restauration veulent rappeler leur attachement à quelques valeurs fondamentales : le soutien à la biodiversité, le respect de l'environnement et la santé des consommateurs. Ce rapprochement agrochimique constitue un danger pour nos assiettes, mais il est également une source d'inquiétude pour les paysans et les agriculteurs qui voient se limiter leur liberté de planter et cultiver telle ou telle semence. Demain, à cause des OGM, du Roundup et des différents produits chimiques sortis des usines, les diversités culturale et culturelle n'existeront plus. La nature vivante ne sera plus qu'un produit marketé, transformé, muté au service d'un Léviathan.

Il est nécessaire que les chefs et tous les acteurs de la restauration prennent la parole et expriment publiquement leurs inquiétudes : sans un produit sain et de qualité, sans diversité des cultures, le cuisinier ne peut plus exprimer son talent créatif. Il n'est plus en mesure de faire son métier comme il l'aime et de le transmettre avec passion. Quant au paysan et à l'agriculteur, ils se transforment en simples exécutants d'un grand tout agrochimique qui les dépasse : des ouvriers à la solde d'une entreprise apatride, hors sol.

Cette Lettre ouverte contre l'invasion de l'agrochimie dans nos assiettes est un appel à la responsabilité et à la prise de conscience collective. Des enjeux majeurs pour notre alimentation se jouent actuellement. Non, la nature, la diversité et la qualité de notre alimentation ne doivent pas passer sous le rouleau compresseur liberticide du groupe Bayer-Monsanto.

Les 10 premiers signataires :

Olivier Roellinger, chef de cuisine, Michel Bras, chef de cuisine (Maison Bras, Laguiole), Sébastien Bras, chef de cuisine (Maison Bras, Laguiole), Yannick Alléno, chef de cuisine (Pavillon Ledoyen, Paris), Thierry Marx, chef de cuisine, Michel Guérard, chef de cuisine (Les Prés d'Eugénie, Eugénie-les-Bains), Guillaume Gomez, président d'Eurotoques, président des Cuisiniers de la République Française, Christophe Michalak, pâtissier, Arnaud Donckele, chef de cuisine (La Voile d'Or, Saint-Tropez) Mauro Colagreco, chef de cuisine (Mirazur, Menton). Liste complète disponible sur le site internet Atabula